



L'école a laissé sur le bord du chemin de 5 à 10 % des élèves, injoignables ces dernières semaines, soit jusqu'à 1,2 million de jeunes, avec lesquels les établissements ne sont plus en contact. Est-il encore possible de rebattre les cartes ?

LIBERTÉ SCOLARITÉ INÉGALITÉS

DE LA CRISE SANITAIRE À LA FRACTURE ÉDUCATIVE

La classe buissonnière, jusqu'ici, était plutôt pratiquée par les élèves. Or, durant la crise dont nous émergeons à peine, c'est l'école qui semble parfois s'être égarée sur le chemin des écoliers... Creuset, certes imparfait, de l'égalité républicaine et principal – unique ? – point de départ de l'ascenseur social, voilà que l'éducation s'est retrouvée à écoper comme elle pouvait dans la barque de la crise sanitaire. Si le Covid-19 touche en priorité les personnes âgées, il n'est pas dit que les plus jeunes ne trinquent pas, eux aussi, à leur façon. Ni que les conséquences en seront moins grandes à long terme. Depuis la mi-mars, derrière les pages déchirées des agendas, ce sont des fractures bien souvent invisibles de la société qui ont resurgi au grand jour : inégalité numérique, barrières sociales des conditions de vie ou du milieu d'origine, difficultés du suivi des plus fragiles, etc. Même à l'heure où certains vont retrouver les bancs de l'école, les interrogations demeurent et dépassent de loin les seules questions de santé liées à l'épidémie. La mission des enseignants est désormais de retisser un lien que quelques semaines parfois ont suffi à distendre, des coutures qui cachaient comme elles pouvaient des déchirures ne demandant qu'à se rouvrir. Noir tableau, ou occasion unique de repenser les priorités pour rendre à l'école sa mission première ? Revoici la lutte des classes. **AYMERIC CHRISTENSEN**

CINQ ENFANTS, UN ORDINATEUR.

Du primaire à la 4^e, la cuisine de Gwenaëlle, dans une HLM de Strasbourg, se transforme tous les matins en salle de classe.

PASCAL BASTIEN/ONDÉRENCE

LE CONFINEMENT, DOUBLE PEINE POUR LES ÉLÈVES DÉFAVORISÉS

La continuité pédagogique s'est révélée particulièrement compliquée, voire impossible, pour les familles les plus pauvres, dénuées d'équipement numérique, et pour les enfants allophones ou à besoins particuliers. Professeurs, éducateurs, parents et bénévoles se sont mobilisés.

« **A**u début, ça m'a fait peur », témoigne Pascale, mère solo d'une petite Lilou de 6 ans en grande section. « Je ne comprends pas toujours le langage des maîtresses... » À force de recherches sur Internet, elle a fini par comprendre leur jargon : écriture cursive ou script, numération, phonèmes... En faisant ses courses, elle a aussi rencontré l'enseignante de sa fille, qui lui a montré comment identifier les syllabes en tapant dans les mains. « J'ai pris de l'assurance. J'ai le numéro de téléphone de l'école, mais je n'aurais jamais osé les appeler. Je ne voulais pas les embêter. » Elle a planifié les repas et les activités de l'après-midi : cuisine, pâte à sel, bricolage... En réalité, l'école à la maison n'est pas sa seule préoccupation : Pascale n'a pas encore reçu le revenu de solidarité active (RSA), ni l'allocation aux adultes handicapés (AAH). Faute de pouvoir payer par carte bancaire, elle a dû changer ses habitudes et se rend à l'épicerie, non sans incidence sur son budget : « J'y fais un plein pour 150 €, alors qu'en grande surface, avec ma carte de fidélité, je remplis mon frigo pour 60 €. »

RELATION DISSYMMÉTRIQUE

En France, en 2018, plus de 3,1 millions de mineurs vivaient sous le seuil de pauvreté selon l'Insee. « Les parents de milieux défavorisés, qui souvent n'ont pas fait de grandes études, se sentent illégitimes pour accompagner leurs enfants », souligne Marie-Aleth Gard, vice-présidente d'ATD Quart Monde, nommée au conseil scientifique mis en place par le gouvernement dans le cadre de la lutte contre la pandémie

de Covid-19. Et combien plus démunis avec cette continuité pédagogique qui donne du fil à retordre à tous : « Certains professeurs se sont montrés très investis, d'autres moins... Beaucoup d'enfants auront passé des journées entières derrière les écrans. »

Certains enseignants n'hésitent pas à décrocher leur téléphone pour maintenir le lien. « Sur 25 familles, je n'ai pas réussi à en joindre cinq », résume Nadia Dubois, professeure des écoles en réseau d'éducation prioritaire REP+ au Mans (72). « Et deux autres seulement par boîte vocale interposée, jamais en direct. » Parents et enfants apprécient cet appel. Environ un tiers sont allophones, arrivés l'été dernier de Tchétchénie, d'Afrique ou de Mayotte, parlant peu voire pas français, et sans emploi. Adresse courriel non valide, numéro de téléphone non attribué, répondeur... « Certaines ne répondent pas, sans doute parce qu'elles craignent l'intrusion ; elles ont peur d'être surveillées ou que nous déclenchions une procédure des services sociaux. » La relation est par trop dissymétrique,

« Souvent, les parents ont un emploi dans des secteurs où le télétravail est peu répandu : caissiers, livreurs, conducteurs. »

PAUL DEVIN, INSPECTEUR DE L'ÉDUCATION NATIONALE

observe Clarisse Dupart, psychologue à Clisson (44) : « Qui voudrait risquer de passer pour un parent "démissionnaire", qui ne s'investit pas pour son enfant, ne sait pas s'y prendre, ne fait pas autorité ? » Alors, à la maison, les parents se mettent la

pression et les tensions s'accroissent. « Ils peuvent apparaître défaillants aux yeux de leurs enfants, poursuit-elle. Des conflits surgissent et la violence risque de pointer : psychologique, verbale et parfois physique. »

Néanmoins, la situation est loin d'être uniforme. « Certains parents sont très cadrants », nuance Caroline Pointe, qui enseigne en REP à Aubervilliers (93). « Ils mettent leurs enfants au travail tous les matins. Parfois, faute d'imprimante, ils recopient eux-mêmes les exercices. Je suis admirative ! » De son côté, elle appelle chacun des 13 élèves de sa classe dédoublée une ou deux fois par semaine, durant trois quarts d'heure



ANDOUK DESJUR/LIGHT MOTIV

à une heure. À ceux qui maîtrisent mal le français, elle envoie un enregistrement audio. Mais tous les parents ne sont pas disponibles... « Souvent, ils ont un emploi dans des secteurs qui assurent le confort de nos vies, où le télétravail est peu répandu : caissiers, livreurs, conducteurs... », ajoute Paul Devin, inspecteur de l'Éducation nationale et secrétaire général du SNPI-FSU, syndicat national des personnels d'inspection. Et eux ne pourront pallier leur absence en recourant à des entreprises privées de soutien scolaire, dont certaines ont vu les demandes augmenter de... 300 % depuis le début du confinement.

« Le schéma de la classe se retrouve à distance : les bons suivent et les plus à la marge le restent », observe Pierre-Antoine Coene, responsable pédagogique du collège-lycée professionnel de Sannois (95), groupe scolaire Saint-Jean relevant des Apprentis d'Auteuil. Il a créé pour sa classe un groupe Whatsapp consacré aux échanges informels. Le matin, il envoie un message pour prendre des nouvelles : « Les réponses arrivent... en fin de matinée ou vers midi. » Pour une vingtaine d'élèves, mineurs non accompagnés ou relevant de l'aide sociale à l'enfance, le lien est plus difficile à maintenir. Certains sont logés dans un

LA FRACTURE NUMÉRIQUE

touche Fariza : elle a trois enfants, scolarisés du CP à la 6^e. La continuité pédagogique est malaisée quand on n'a pas d'ordinateur, ni Internet, ni d'imprimante.

hôtel le temps du confinement. « Avec eux, l'objectif consiste à garder le contact, mais on ne peut aller beaucoup plus loin. Pendant les vacances, je n'ai plus eu de nouvelles. Ont-ils changé d'hôtel ou eu des problèmes de carte téléphonique ? »

ZONES BLANCHES

Autre point noir : les zones blanches, dépourvues de haut débit. Le confinement, qui a imposé télétravail et école à distance, a montré l'urgence de résorber la fracture numérique en France. Une réalité que décrit Isabelle Loutchenkoff, professeure de lettres au collège Fontaine-des-Ducs de Châtillon-sur-Seine (21) : « Pour une certaine d'élèves, il a fallu imprimer et expédier les cours par voie postale. Dès la deuxième semaine, les professeurs principaux, secondés par la conseillère principale d'éducation ou par les assistants d'éducation, ont contacté leurs élèves par téléphone. » Quelque 27 jeunes sont en unité pédagogique pour élèves allophones arrivants, dont elle a la charge. « Ils n'ont ni ordinateur ni tablette. Beaucoup ont un Smartphone, mais peu de forfait. » Impossible dans ces conditions d'établir une communication ni de créer des classes virtuelles. La continuité pédagogique →



ANOUK DESURYLIGHT MOTIV

s'avère aussi délicate pour les élèves à besoins particuliers qui, dans le cadre de l'école inclusive, suivent un cursus scolaire ordinaire avec un accompagnant des élèves en situation de handicap (AESH). C'est le cas du fils neuroatypique de Delphine, mère de quatre enfants. Au début du confinement, l'association Fuso France lui a envoyé un ordinateur spécial « dys » à écran tactile et l'a formée à distance. « Nous nous en sommes sortis grâce à ça », salue cette cheffe d'entreprise qui, à son tour, a formé son entourage – parents, beaux-parents, sœur, etc. –, auquel elle a réparti les matières et délégué le suivi scolaire. Chacun se connecte grâce au logiciel Teamviewer, qui permet de prendre la main à distance sur un ordinateur. Le dispositif ministériel « vacances apprenantes », qui a assuré six heures de soutien gratuit par des professeurs volontaires, n'a pas davantage été proposé par son établissement.

MÈRE SEULE, Dalila élève ses six enfants, dont trois, handicapés, sont particulièrement fragiles au virus : ils ne sortent plus. Entre l'école, les repas et les tâches ménagères, les journées sont épuisantes. Des aides à domicile viennent toujours l'aider.

Une reprise incertaine

Concernant la réouverture des écoles, le plan de déconfinement se révèle assez flou et soumis à différents critères. Le conseil scientifique préconisait une réouverture des établissements en septembre, une option retenue par l'Italie ou l'Espagne. Afin de lutter contre le décrochage des publics fragiles, la France préfère un retour progressif sur les bancs des écoles, sur la base du volontariat. Sans excéder 15 élèves par classe afin de respecter le protocole sanitaire, ce qui implique une rotation – un jour sur deux, par demi-semaine ou une semaine sur deux. Ces modalités sont définies progressivement. Elles concernent les écoles maternelles et élémentaires à partir du 11 mai, puis les 6^e et 5^e le 18 mai, et l'ensemble des classes à compter du 25 mai. À la fin du mois sera tranchée la question du retour des lycéens et des BTS – Jean-Michel Blanquer n'a pas exclu que leur rentrée ne se déroule qu'en septembre.

Les parents de Clarisse, eux, n'ont pu s'appuyer sur cette technologie. « J'ai beaucoup de mal en maths, et dans toutes les matières », précise cette jeune de 14 ans au léger handicap mental, scolarisée dans une maison familiale rurale (MFR) près de Brest (29). *En classe, j'ai une auxiliaire ; elle m'explique bien, ça m'aide, mais on n'a pas son numéro. Heureusement, les profs ont envoyé des messages rassurants : on fait ce qu'on peut, si on n'y arrive pas, c'est pas grave.* » La jeune fille bénéficie d'un soutien scolaire assuré par deux « alliées » d'ATD Quart Monde. Habituellement hebdomadaire, au domicile de la famille et en présence des parents, ce soutien est devenu téléphonique et quotidien.

ALLIANCE ÉDUCATIVE

Au collège Olivier-de-Serres, à Viry-Châtillon (91), sur 400 élèves, une quinzaine n'a pas répondu aux appels. D'ordinaire, l'association Énergie jeunes intervient dans l'établissement, à raison de trois séances par classe, afin de mobiliser les collégiens : motivation, objectif, persévérance. Elle s'est adaptée au confinement : ses bénévoles joignent un élève par téléphone deux fois par jour, offrant une aide à l'organisation et à la décision. « Il m'appelle à 10h30, témoigne Sokona, en 5^e, qui bénéficie de l'initiative ; avec lui je vois ce que je dois faire et à 17 heures on fait le bilan. » Concluant ? « Ça m'aide beaucoup, parce que j'avais du mal à faire mes devoirs, comme c'est pas noté. Je me couche tard, parfois à 3 heures du matin. Clairement, je m'ennuie ; c'est plus compliqué de travailler à la maison. »

Un constat partagé par tous ceux qui ont décidé d'assurer un soutien scolaire téléphonique. L'association Énergie jeunes fait partie du collectif Réussite virale (reussitevirale.fr), qui a pour objectif 5000 tuteurs de jeunes de milieux défavorisés – du collège aux études supérieures – par des bénévoles, étudiants et professionnels, afin qu'ils réussissent, en dépit du confinement. De son côté, l'Association de la fondation étudiante pour la ville (Afev) a lancé l'opération #OnGardeLeLien, afin que soit maintenu un accompagnement du jeune à distance par les 8000 étudiants mentors. Ses 1300 personnes en service civique sont également mobilisées. Ici ou là, des initiatives personnelles fleurissent, telle celle de l'ingénieure psychopédagogue Julie Roche, qui offre des repères, notamment pour faire travailler les enfants « dys », sur son site, soutienscolairegrenoble.com. Mais, si l'élan est réel, sera-t-il suffisant ?

Enfin, beaucoup d'élèves de filières professionnelles, dont les stages ont été empêchés, ont disparu des radars. Directeur du lycée agricole d'Hasparren (64), Bertrand Gaufray est pourtant confiant : « Les enseignants feront du sur-mesure et adapteront leur progression. Du côté des élèves, il y aura un travail de réappropriation du collectif, du rapport à l'enseignant, au temps qui structure. Je crois beaucoup en la capacité de rebond ; la relation avec l'école, qui a montré

toute sa légitimité, sera modifiée et le pacte éducatif renforcé. » Une alliance éducative nécessaire entre les parents et l'institution, que la situation a parfois maladroitement égratignée. Ainsi, l'enseignante qui a téléphoné à la mère de Lilou pour la première fois, au bout de trois semaines de confinement, l'a appelée par son prénom. Cette dernière s'en est offusquée intérieurement : « Je me suis dit que je n'étais pas sa copine ! » Pour les familles habituellement suivies par les centres sociaux, le lien se maintient aussi par téléphone. « L'assistante sociale pose des questions à ma fille ; elle demande si je me suis levée, si nous sommes habillés... Nous nous sentons un peu surveillés », avoue Valérie, la mère de Clarisse, scolarisée en MFR. Une double peine que cette suspicion pour ceux qui se sentent déjà au ban de la société.

CHANGEMENT DE PARADIGME

Parmi les leçons à tirer de cette continuité pédagogique, Paul Devin espère un changement de paradigme sur la question des moyens, la généralisation des effectifs réduits, l'augmentation du nombre de psychologues de l'Éducation nationale. Il insiste aussi sur la formation des professeurs, « pour la plupart issus de classes moyennes ou de la petite bourgeoisie,

afin qu'ils soient capables de prendre en compte des facteurs sociologiques et de pallier les difficultés des plus éloignés de l'école ». Philippe Meirieu (lire interview p. 21) évoque, pour sa part, l'importance du professeur principal dans l'enseignement secondaire : « La France est l'un des rares pays où son statut n'est pas valorisé. Il n'a ni décharge horaire, ni bureau pour recevoir les parents, ni téléphone professionnel. Or c'est lui qui est particulièrement chargé de maintenir le contact avec les parents d'élèves. »

En attendant, 67 % des parents d'élèves désapprouvent la réouverture des écoles (pour 63 % des Français), d'après un sondage Odoxa pour France Info et *Le Figaro* publié le 23 avril. Pour les enseignants, cette reprise progressive représente un sacré casse-tête : assurer le présentiel et l'enseignement à distance, sans compter la garde de leurs propres enfants... Les volontaires joueront aussi les prolongations. Dans un communiqué publié le 28 avril, l'Académie des sciences préconise en effet « un effort de solidarité éducative tout au long de l'été, sans lequel la rentrée de septembre sera pour certains élèves source de grande difficulté ». Professeurs, parents, élèves, bénévoles... tous mériteront des applaudissements pour avoir traversé ce confinement. **STÉPHANIE COMBE**

À LIRE SUR LAVIE.FR

L'interview de Laurent Chazelas, président de l'Association française des psychologues de l'Éducation nationale (Afpén).



FAMILLES RURALES

« Le lien social est capital »

Trois questions à Dominique Marmier, président de la fédération Familiales rurales, premier mouvement familial associatif de France, avec 160 000 familles adhérentes, 40 000 bénévoles et 17 000 salariés.

LA VIE. Comment les territoires ruraux traversent-ils le confinement ?

DOMINIQUE MARMIER. La crise que nous traversons met en évidence la nécessité de mieux aménager le territoire, de décentraliser les agglomérations, de réinvestir le rural et le périurbain. L'école dématérialisée a des limites, du fait des zones blanches et parce que 30 à 40 % de foyers ne sont pas équipés. Le problème de l'illectronisme est réel dans nos territoires. L'urgence principale est la couverture numérique haut débit, afin de pouvoir télécharger un document, participer à une visioconférence, etc. La fracture territoriale est une injustice sociale qui a généré la révolte des « gilets jaunes », ne l'oublions pas. Le rural est un territoire d'avenir, à condition

d'accélérer ce processus de dynamisation qui repose sur l'école, la santé et le travail à distance.

Le gouvernement a annoncé qu'aucune classe ne serait fermée sans l'accord du maire, pour les communes de moins de 5 000 habitants. Un espoir ?

D.M. Certains élèves habitent à une heure de transport de leur école ! L'offre du service public, quel qu'il soit, doit être à moins de 30 minutes. L'école est une priorité, puisqu'elle donne accès à l'éducation, mais aussi tout le périscolaire – modes de garde, accueil de loisir, etc. –, qui contribue au développement de l'enfant et du citoyen de demain.

Un élan de solidarité a aussi eu lieu...

D.M. Cette crise a multiplié les partenariats entre l'école, les parents,

les collectivités, la caisse d'allocations familiales, les entreprises privées comme certaines crèches.

L'État étant lointain, nous avons uni nos forces sur le terrain. Souvent, la réponse la plus adaptée vient des acteurs locaux, qui conjuguent réactivité, force et souplesse. Le tissu associatif aura toute sa place dans la reconstruction, notamment pour l'animation de proximité. Or, beaucoup d'associations, faute de trésorerie, risquent d'être fragilisées, voire de disparaître. Familiales rurales expérimente déjà la création de « tiers lieux » adaptés aux besoins : espaces de coworking, crèche, aide à l'emploi, etc. Le lien social est capital. Il ne faudrait pas qu'à la crise sanitaire s'ajoute une crise sociale, puis politique. **INTERVIEW S.C.**



LOIN DE LA CLASSE, LOIN DES PARENTS

Certains mineurs qui relèvent de l'aide sociale à l'enfance ont vécu le confinement ensemble. Hors de leur famille, aidés par leurs éducateurs, ils ont continué leur scolarité. Reportage à Blanzay, près de Montceau-les-Mines, en Saône-et-Loire, dans une structure qu'il a fallu équiper en urgence.

« Est-ce que le COD est placé avant l'auxiliaire ? » Un stylo à la main, Inès (certains prénoms ont été modifiés) est assise devant une feuille de classeur sur laquelle elle a copié une dictée. « J'aime pas trop le français », reconnaît timidement cette élève de CM2 aux cheveux longs attachés en queue-de-cheval. « Pourtant, tu as fait des progrès, encourage Sophie, installée à ses côtés. Simplement, tu ne peux pas écrire la terminaison du participe passé "au feeling", comme tu dis : il faut réfléchir. » Gants bleus, masque blanc d'où dépassent des pendentifs moutarde, cette jeune assistante sociale s'est portée volontaire pour l'aide aux devoirs dans le contexte de la pandémie. Comme elle, plus de 200 membres du personnel du département ont accepté de venir en soutien dans les établissements de la protection de l'enfance ou en Éhpad.

TROUVER DES ORDINATEURS

La Cité de l'amitié, maison d'enfants à caractère social située à Blanzay, près de Montceau-les-Mines, accueille habituellement une trentaine d'enfants âgés de 5 à 18 ans, envoyés par l'Aide sociale à l'enfance (Ase) pour différentes raisons : carence éducative, maltraitance, troubles psychiques des parents ou des enfants. Dans le cadre du confinement, certains enfants sont retournés chez leurs parents, d'après une liste soumise à l'Ase et aux juges. Un soutien téléphonique a été instauré,

quotidien ou bi-hebdomadaire, selon les situations. « Pour diminuer les risques de contamination, nous avons limité les va-et-vient, explique Audrey Kamzol, adjointe du directeur. Les droits de visite et d'hébergement ont été suspendus le temps du confinement. » L'adjointe jette un coup d'œil par la fenêtre. Une fratrie doit revenir aujourd'hui, décision prise d'un commun accord avec tous les acteurs, après un mois de confinement familial devenu trop pénible. Pour éviter de propager le virus, les trois enfants sont restés 14 jours dans un gîte loué pour l'occasion. En l'absence de symptômes, ils peuvent réintégrer la structure, ce qui portera à 20 son effectif. Haut comme trois pommes, un bout de chou entre dans le bâtiment ; le masque passé derrière les oreilles lui tombe sur le menton. À son passage, la responsable le lui remet doucement. « On leur demande de porter un masque toute la journée, ce n'est pas facile », commente-t-elle.

Tous les enfants sont scolarisés dans la région, de la maternelle au lycée, ainsi qu'en lycée professionnel, institut médico-éducatif, unité localisée pour

« Le truc qui m'a pas beaucoup plu, c'était de ne pas voir mes parents. Mais on s'est vus par Skype, j'ai vu mon chat Garfield qui a des yeux verts... » NALA

ON NE VA PLUS À L'ÉCOLE, mais ce ne sont pas les vacances ! Les jeunes effectuent les devoirs fournis par leurs établissements respectifs.

l'inclusion scolaire (Ulis) ou centre de formation. Problème : la structure ne disposait que de trois ordinateurs – réservés aux éducateurs –, avec un branchement en réseau, et, pour les enfants, d'un portable et d'un PC munis de contrôles parentaux. « Nous avons débloqué 10000 € pour équiper les structures relevant de la protection de l'enfance et commandé 100 ordinateurs

reconditionnés par une entreprise de l'économie sociale et solidaire de Gueugnon », précise Marie-Thérèse Frizot, vice-présidente du département de Saône-et-Loire, chargée de l'enfance et de la famille. Quatre écrans sont ainsi arrivés à la Cité de l'amitié. « Ils sont utiles pour la continuité pédagogique, mais aussi d'un point de vue humain pour garder le lien avec les familles », complète l'élue.

« Ma maman me manque, lâche en effet Théo. Je ne l'ai pas vue depuis le début du confinement. » Il garde le contact par téléphone ou par visioconférence – « C'est mieux par Skype, comme ça, je peux la voir », poursuit-il, tandis que ses yeux pétillent. Ce garçon vif et avenant n'est pas près d'oublier son anniversaire confiné : il a eu 9 ans la semaine dernière. Sa mère a réussi à lui faire parvenir des Playmobil en cadeau. Toute de rose vêtue, Nala, qui porte des chaussons licorne, confirme : « Le truc qui m'a pas beaucoup plu, c'était de ne pas voir mes parents. Mais on s'est vus par Skype, j'ai vu mon chat Garfield qui a des yeux verts et j'ai entendu ma chienne aboyer. J'ai hâte de la revoir. » La fillette, scolarisée en Ulis, entortille une mèche de ses cheveux en bataille autour de son index et poursuit, intarissable : « La maîtresse explique bien ; toute la classe, c'est mes amis. » Il lui tarde de reprendre son bus le matin pour les retrouver.

CONTINUITÉ PÉDAGOGIQUE

Théo s'installe, épaulé par un éducateur, dans le bureau exigu où ont été installés trois ordinateurs. « Comment on allume déjà ? Je crois qu'il faut aller là, sur la maison, ou bien sur l'étoile. » À tour de rôle, chacun se connecte sur le cahier de textes numérique de son établissement, pour obtenir leçons et exercices. Son travail terminé, le petit aux yeux bleus s'empare d'une feuille et crayonne un animal de son invention. « J'aime bien dessiner. Ça, c'est un jeu de société que j'ai inventé », confie-t-il avant de glisser son trésor dans le casier à son nom.

La continuité pédagogique suppose toute une logistique d'impression et de distribution, *a fortiori* en collectif. Pour renvoyer les copies, Romain a téléchargé une application qui convertit une photo en document PDF. « Cela nous permet d'envoyer le flot de copies quotidien avec un minimum de manipulation », explique →





cet éducateur. À lui seul, Noé, scolarisé en CE1, en reçoit au moins six par jour. Casquette rouge sur la tête, il sort de la pochette orange l'épais dossier qui contient tout son travail scolaire. « *Il a eu beaucoup de travail, comparé à d'autres* », relève son éducateur. « *L'écriture, c'est un peu compliqué*, soupire l'enfant qui porte des lunettes et aimerait devenir joueur de foot ou militaire. *Et j'aime pas du tout les maths.* » Il tient à ce que son âne en plastique, offert par son frère, apparaisse sur les photos.

La structure a gardé le rythme : travail toute la matinée dès 9h30, prolongé l'après-midi pour ceux qui en ont besoin. « *Ils gardent en mémoire qu'on n'est pas en vacances* », précise Romain. Une gageure pour la plupart des familles. Installée sur le canapé de la salle de jeux avec deux autres jeunes filles, Océane a aussi bénéficié du soutien scolaire. « *On a beaucoup de devoirs*, relève cette élève de 4^e. *Le plus difficile pour moi, c'est les maths, avec les nombres décimaux. Je ne comprends pas toujours les vidéos sur Youtube.* » L'aide personnalisée a évité à la collégienne de décrocher. Pour l'heure, c'est la récré : elles trient des centaines de perles à l'aide d'une pince à épiler.

L'HEURE DE LA RÉCRÉATION,
à la Cité de l'amitié ;
mais il faut garder
son masque,
toute la journée.

« *On fait des animaux ; c'est ma tata qui m'a offert un livre dessus.* » D'autres jouent dans la cour. « *Est-ce que mes frères sont là ?* », lance une fillette sur le seuil de la salle commune. Sur une réponse négative, elle repart en courant dehors.

Raphaël, lui, dispose d'un ordinateur portable. Ce bon élève en 1^{re} générale, à dominante scientifique, appartient à la première promotion du nouveau bac et attend une hypothétique reprise en juin. « *On a bien avancé dans le programme ; j'ai pas l'impression d'avoir pris du retard* », estime ce jeune de 16 ans et demi à la moustache naissante. Ses professeurs ont donné cours par vidéo. « *Quand je comprends pas, je demande à deux ou trois potes par Discord* (un logiciel de communication par Internet, ndlr). *Pour un, c'est difficile, il décroche. Il préfère avoir les profs. Mais quand on aura repris, ce sera bon pour lui.* » Il ferme son ordinateur et se lève. Raphaël n'a pas encore tous les textes pour l'oral de français, pourtant il n'appréhende pas : « *C'est difficile d'évaluer notre niveau, mais il y aura de l'indulgence.* » Une évidence qui éviterait d'aggraver les inégalités, surtout celles qui touchent à l'enfance. **TEXTE S.C.**

PHOTOS ÉMILIE FONTAINE POUR LA VIE

« LA RELATION ENTRE ÉCOLE ET FAMILLES SERA À REVISITER »

La continuité pédagogique a bouleversé l'enseignement et n'a pu réduire la fracture entre les élèves. Philippe Meirieu, spécialiste de la pédagogie, fait le point sur les leçons à tirer.

LA VIE. L'enseignement à distance a vite montré ses limites...

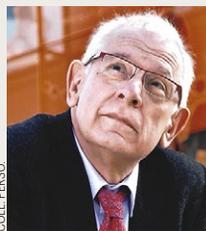
PHILIPPE MEIRIEU. Cette crise a souligné combien les différences sociales, économiques et culturelles pèsent sur la réussite. Un des problèmes essentiels réside dans le rapport au langage, tant à l'oral qu'à l'écrit : il est très hétérogène selon les familles et détermine l'entrée dans la culture scolaire. Certains enfants n'ont pas intégré les codes scolaires. Ils ne comprennent pas les consignes. Comment peuvent-ils y arriver sans l'aide de parents, qui, spontanément, expliquent ce que l'on attend d'eux : « Commence par le plus difficile », « Tu as compris la consigne ? », « Reformule ce que tu crois savoir », etc. Sans ce soutien, réussir n'est pas évident.

Est-il encore possible de rebattre les cartes, d'ici à la fin de l'année ?

P.M. Il faut distinguer les élèves en difficulté et les élèves en rupture. Le rattrapage est bénéfique pour les élèves moyens et appliqués qui veulent s'en sortir. Il conviendra donc plus aux filles, car on sait que, dans les milieux défavorisés, les garçons ont une image plus négative du travail scolaire et estiment que se soumettre aux injonctions de l'école, c'est sacrifier leur virilité. Pour eux et tous les élèves qui ont gravement décroché, donner davantage d'heures et d'exercices n'est pas forcément la panacée. Un travail de réconciliation approfondi avec l'école et les savoirs est nécessaire. Cela suppose toute une inventivité pédagogique.

Quelle serait-elle ?

P.M. Elle ne donnerait pas seulement « plus » mais « mieux » à ceux qui ont moins, par la construction d'un collectif solidaire et d'un accompagnement personnalisé. Tout cela requiert une interaction fine, des



COLL. PERSO

PHILIPPE MEIRIEU est spécialiste des sciences de l'éducation. À paraître : *Ce que l'école peut encore pour la démocratie* (Autrement).

SOCIALISATION, entraide et bilinguisme dans une école Montessori de Haute-Savoie : des enfants de 2 à 6 ans écoutent ensemble une histoire contée en anglais

RETROUVEZ SUR LAVIE.FR la version longue de cet entretien.

propositions originales, une capacité d'adaptation et une grande exigence à la fois. C'est ce que l'on trouve dans les pédagogies actives et coopératives, dans l'esprit d'un Don Bosco, d'un Célestin Freinet, d'une Maria Montessori ou d'un Paulo Freire. Ces pédagogies, qui devraient bénéficier à tous, permettent de retrouver confiance en soi, le goût du savoir et le sens de l'effort ; elles mobilisent l'élève dans un projet où il prend des responsabilités qui lui permettent d'apprendre. La motivation et l'autonomie sont des objectifs de l'enseignement et non des préalables...

Quelles sont les leçons à tirer de cette crise ?

P.M. Cette crise sanitaire a révélé les inégalités dont nous nous étions accommodés. Ce confinement aura réhabilité le rôle de l'enseignant, montré son engagement et la nécessité d'une véritable interaction pédagogique. Il aura aussi souligné l'enjeu de la dimension collective de l'institution : l'école ouvre à l'altérité, ce que le cocon familial ne peut pas toujours offrir. On ne va pas seulement à l'école pour apprendre, mais pour apprendre ensemble, avec d'autres qui ne nous ressemblent pas et avec lesquels on va, pourtant, accéder à des savoirs communs.

Vous soulignez l'enjeu de l'alliance entre l'établissement et les parents, connue comme facteur de réussite.

P.M. En France, l'institution scolaire s'est créée en rupture avec la culture familiale représentée par le patois, la religion, la superstition, l'héritage des privilèges, tandis que l'État incarnait la langue nationale, la raison, la science, l'égalité des chances. Entre les familles et l'école, nous avons construit une culture de la méfiance, et la coéducation, pourtant inscrite dans les textes, n'est pas vraiment en vigueur. Cette crise a montré l'importance de cette relation, qui sera entièrement à revisiter, notamment à l'égard des plus éloignés de la culture scolaire. **INTERVIEW S.C.**



AMELIE BENOIST/ISIP

FRANÇOIS DUBET

« S'OPÈRE UN RETOUR À LA RÉALITÉ DE LA VIE SOCIALE »

Pour le sociologue François Dubet, la crise révèle les inégalités les moins visibles de la société française ; les effets économiques en seront à l'avenir encore plus violents que le virus lui-même.

LA VIE. Cette crise révèle-t-elle des inégalités sociales ?

FRANÇOIS DUBET. Bien sûr. Elle révèle surtout de petites inégalités. Je veux dire par là que les sociologues, les économistes, les syndicats, les partis dénoncent souvent les très grandes inégalités évidentes qu'illustrent les super-riches et le 1 % des plus riches. Mais on est souvent un peu indifférent aux inégalités moins flagrantes : celles liées aux déplacements, au logement, à l'accès à la connexion internet, etc. La crise montre que ces inégalités-là sont essentielles. Elle montre que, selon que l'on est confiné dans une maison ou dans un appartement, la situation sera très différente ; que certains parents peuvent aider leurs enfants dans le travail scolaire alors que d'autres ne le peuvent pas ; que certains sont obligés de travailler quand d'autres peuvent télétravailler ; que d'autres encore ne poursuivent plus aucune activité salariée et connaissent de grosses difficultés financières. Toutes ces inégalités étaient un peu invisibles, et maintenant elles deviennent très importantes.

Certains métiers peu valorisés, comme les soignants, deviennent positivement visibles...

F.D. Oui, c'est l'aspect « sympathique » de la crise. Nous étions persuadés qu'il y avait des métiers plus importants que les autres : les cadres supérieurs, les chercheurs, les techniciens, les ingénieurs et les financiers, etc. Maintenant, on découvre que toute une série d'activités sont en réalité encore plus



FRANÇOIS DUBET est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales. Il a notamment écrit *Le Temps des passions tristes. Inégalités et populisme* (Seuil, « La République des idées »).

indispensables à la vie sociale. À commencer, bien sûr, par le personnel soignant, mais aussi les enseignants, les routiers, les agriculteurs, les éboueurs... S'opère une sorte de retour à la réalité de la vie sociale. Autrement dit, tous ceux qui nous disaient qu'il n'y a pas d'avenir en dehors des métiers très sophistiqués, des diplômes très élevés, des métiers très qualifiés, se sont trompés. Car il faut aussi des métiers plus « simples », et ceux-là sont peut-être encore plus indispensables à notre survie que les autres. Le changement de hiérarchie est considérable.

Dans une tribune au *Monde*, le 25 mars, vous mettez en garde contre une montée des sentiments d'injustice. Faut-il craindre des tensions, voire des violences, en plus des problèmes économiques ?

F.D. L'aspect sanitaire de la crise n'est probablement pas le pire. Demain, en France, on aura beaucoup plus de chômeurs et une augmentation énorme de la pauvreté. À l'échelle du monde, le chômage et la pauvreté vont probablement tuer plus de gens que le virus. Les suicides et des violences se multiplieront. Dans les pays pauvres, des famines surviendront. Selon un scénario optimiste, certains disent que l'on comprendra qu'il faut redistribuer les richesses, qu'il faut être plus solidaire. On peut aussi imaginer que nous découvrirons la nécessité de mener une vie plus sobre. En Europe, même les pauvres consomment trop, pour ainsi dire ! De même, notre rapport à la nature pourrait évoluer positivement. Mais je le

répète : c'est seulement un scénario optimiste... Je crains fortement qu'il y ait, à nouveau, une montée du populisme et des réactions violentes contre les étrangers, les élites et les personnes âgées. On risque d'avoir une extension de la haine. Cette crise sera probablement pire que celle de 1929. La vertu des hommes politiques jouera un rôle primordial.

Les « gilets jaunes » reviendront-ils ?

F.D. J'en suis certain, car les raisons de ce mouvement sont toujours là. Mais des gens qui étaient loin d'eux parce qu'ils étaient dans la classe moyenne un peu protégée vont se découvrir « gilets jaunes » ! Quel que soit le scénario demain, le niveau de vie va baisser. Le niveau de protection sociale va baisser. Fatalement. Parce que toute la société sera appauvrie. Jusqu'à présent, en Europe, nous vivions dans des sociétés où l'on discutait pour partager la richesse. Je fais l'hypothèse que, dans un an, on discutera pour partager la pauvreté.

Dans certains médias, on met en avant des violences dans certaines banlieues.

Faut-il craindre une explosion ?

F.D. Ces tensions sont évidemment inquiétantes. Mais, en tant que sociologue, je suis plutôt frappé par le phénomène inverse : il n'y a pas tant de violence que cela dans les banlieues par rapport à la situation ordinaire ! Il y a certes des personnes qui trafiquent de la drogue, qui sortent le soir et qui commettent des délits. C'est ennuyeux, mais pas plus que d'habitude. Pour le moment, les Français se conduisent plutôt bien dans l'ensemble. Les Européens en général sont plutôt disciplinés.

En êtes-vous surpris ?

F.D. Disons que la France est un pays étonnant. C'est un pays très énervé. On aime à détester le président de la République et les institutions. Mais au moment de très graves événements, on sait faire preuve de beaucoup de solidarité, comme cela a été le cas après les attentats en 2015. C'est aussi le cas en ce moment. Quand il a fallu confiner en priorité les personnes âgées, le réflexe naturel de beaucoup a été de dire qu'il fallait surtout éviter l'effet discriminatoire. De même, on a vu peu de réactions de stigmatisation à l'égard de groupes minoritaires, à l'exception des évangéliques à Mulhouse, qui ont souffert du phénomène de bouc émissaire. Au fond, les Français expriment leur désir de solidarité, et c'est l'effet du virus. Le choc qui y est lié crée ce sursaut. Or, mon inquiétude concerne l'effet de la crise

« Nous vivons dans des sociétés où l'on discutait pour partager la richesse. Dans un an, on discutera pour partager la pauvreté. »



INVISIBLES ET MÉPRISÉS AUPARAVANT, certains métiers ont profité de la crise liée au coronavirus pour faire la preuve qu'ils sont indispensables à la société.

économique. Quand la peur économique dominera, la recherche de solidarité risque d'être moins puissante. Demain, des centaines de milliers d'étudiants qui sortent de l'université vont découvrir qu'il n'y a pas de travail. Demain, il est évident qu'il y aura des affrontements entre les banlieues et les autres. On aura des mouvements de classes moyennes qui perdront un certain nombre de privilèges, ce qui va les mettre en colère. Et ça va être vraiment difficile.

Pour beaucoup, on éprouve désormais à nouveau un fort besoin d'État...

F.D. Je pense que nous sommes devant un double problème. D'un côté, on va évidemment avoir besoin de plus d'État. Mais, de l'autre, on se rendra compte que l'État ne pourra probablement pas tout bien faire. Un exemple : aujourd'hui, on demande à l'État providence de mettre les personnes âgées dans des Ehpad. Peut-être va-t-on découvrir que les sociétés qui gardent les personnes âgées à la maison s'en sortent mieux que celles qui les mettent dans ces établissements. Peut-être faudra-t-il alors aider les gens à garder leurs parents plutôt que de les confier à des institutions. On se rendra peut-être compte que l'école aussi doit fonctionner autrement, qu'elle doit être davantage décentralisée, par exemple. En résumé, il n'est pas évident qu'il n'y ait pas aussi la nécessité de réorganiser la vie de travail et la vie de famille... L'État ne pourra pas tout. **INTERVIEW HENRIK LINDELL**

RETROUVEZ SUR LAVIE.FR la version longue de cet entretien.